University of Pennsylvania
ScholarlyCommons

Departmental Papers (NELC)

Department of Near Eastern Languages and
Civilizations (NELC)

2013

Le Soudan, un pays indivisible, dual ou pluriel ?

Heather J. Sharkey

University of Pennsylvania, hsharkey@sas.upenn.edu

Follow this and additional works at: https://repository.upenn.edu/nelc_papers

Part of the [African History Commons](#), [European History Commons](#), and the [Near Eastern Languages and Societies Commons](#)

Recommended Citation

Sharkey, H. J. (2013). Le Soudan, un pays indivisible, dual ou pluriel ?. *Afrique Contemporaine*, 2013/2 (246), 21-34. <http://dx.doi.org/10.3917/afco.246.0021>

This paper is posted at ScholarlyCommons. https://repository.upenn.edu/nelc_papers/17
For more information, please contact repository@pobox.upenn.edu.

Le Soudan, un pays indivisible, dual ou pluriel ?

Abstract

Français

Dans le sillage de la partition de la république du Soudan, en 2011, les concepts de Soudan indivisible, dual ou pluriel ressortent-ils des textes consacrés à l'histoire contemporaine du pays ? Optant pour une approche contrefactuelle justifiée par les liens qui continuent de parcourir la région, l'auteur avance que si les récits historiques affirmant l'existence de « deux Soudan » ont contribué à favoriser la naissance du Sud-Soudan en 2011, d'autres historiographes ont parfois soutenu – et pourraient sans doute encore le faire – l'idée d'un Soudan commun ou d'une « famille » soudanaise.

English

One Sudan, Two Sudans, Many Sudans?

A Post-Separation HistoryIn the aftermath of the Sudanese republic's split into two countries, this article looks for notions of an indivisible, a dual, or even multiple Sudans in contemporary-history writings about the country. The author uses a counterfactual approach, one justified by the relationships that still run through the region. He suggests that although some histories of the country affirmed the existence of "two Sudans," helping create South Sudan in 2011, other historiographers have supported – and may well again – the idea of a common Sudan or that of a Sudanese "family."

Keywords

Sudan, South Sudan colonialism, nationalism, christian-muslim relationships, north-south relationships, arab-african relationships, civil war

Disciplines

African History | European History | Near Eastern Languages and Societies

Le Soudan, un pays indivisible, dual ou pluriel ?

Chronique post-rupture

Heather J. Sharkey

Dans le sillage de la partition de la république du Soudan, en 2011, les concepts de Soudan indivisible, dual ou pluriel ressortent-ils des textes consacrés à l'histoire contemporaine du pays ? Optant pour une approche contrefactuelle justifiée par les liens qui continuent de parcourir la région, l'auteur avance que si les récits historiques affirmant l'existence de « deux Soudan » ont contribué à favoriser la naissance du Sud-Soudan en 2011, d'autres historiographes ont parfois soutenu – et pourraient sans doute encore le faire – l'idée d'un Soudan commun ou d'une « famille » soudanaise.

Mots clés : Soudan – Sud-Soudan – Colonialisme – Nationalisme – Rapports entre musulmans et chrétiens – Relations Nord-Sud – Relations monde arabe-Afrique – Guerre civile

L Le 12 novembre 2012, le Centre d'études africaines (CEAf) et l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (IISMM) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) parrainaient un colloque intitulé « Au-delà des dichotomies : le Soudan, de la formation du pays à l'indépendance du Sud, 1869-2011 ». Ses organisateurs, Elena Vezzadini et Pierre Liguori, ont appelé avec force les participants à « dépasser les dichotomies » dans les études sur le Soudan – c'est-à-dire à s'aventurer au-delà de l'idée, souvent relayée par les médias avant 2011, selon laquelle le Soudan était un pays polarisé autour de lignes de faille flagrantes, entre le Nord et le Sud, les Arabes et les Africains et les musulmans et les chrétiens. Comme l'ont souvent déploré les spécialistes de la région, ces oppositions, qui font appel à des catégories monolithiques (à l'instar des « Arabes » ou des « musulmans ») pour exprimer l'extrême diversité du pays, ont toujours paru plus absconses qu'éclairantes¹.

Cet appel à aller « au-delà des dichotomies » peut sembler quelque peu subversif aujourd'hui, parce qu'il nous oblige à interroger la partition même du pays entre le Nord et le Sud, reconnue par la communauté internationale en 2011 et qui entérinait la sécession de la république du Sud-Soudan. Mais il nous propose aussi un fascinant défi intellectuel, en nous obligeant à reconsidérer

Heather J. Sharkey est professeur associé au département des langues et civilisations du Proche-Orient à l'université de Pennsylvanie

(Philadelphie). Au cours de l'année 2013, elle était professeure invitée à l'EHESS. Elle est l'auteur de *Living with Colonialism. Nationalism and*

Culture in the Anglo-Egyptian Sudan (University of California Press, 2003).

les principales tensions et évolutions qui ont marqué l'histoire du Soudan moderne, en plus de la guerre civile postcoloniale et de l'apparente fracture Nord-Sud. Et il nous invite à repenser une histoire que nous croyions connaître.

Un rapide tour d'horizon de l'histoire contemporaine du Soudan est un préalable utile pour mettre en lumière quelques-unes des problématiques cruciales encore non résolues. Nous partirons donc à la recherche de l'émergence des notions d'un Soudan indivisible, dual ou pluriel dans l'historiographie du pays. Nous passerons en revue les périodes turco-égyptienne, mahdiste, anglo-égyptienne et postcoloniale avant de nous intéresser, en conclusion, aux défis de cette nouvelle ère post-2011 de deux républiques soudanaises distinctes. Optant pour une approche contrefactuelle justifiée par les liens qui continuent de parcourir la région, nous avancerons que si les récits historiques affirmant l'existence de « deux Soudan » ont contribué à favoriser la naissance du Sud-Soudan en 2011, d'autres historiographes ont parfois soutenu – et pourraient sans doute encore le faire – l'idée d'un Soudan commun ou d'une « famille » soudanaise.

L'Égypte et le Soudan moderne (1820-1881)

L'année 1820 marque le point de départ de notre rappel historique du Soudan moderne. Cette année-là, le pacha Méhémet-Ali – gouverneur ottoman de l'Égypte – envoie son fils Ismaïl à la tête d'un corps expéditionnaire à la conquête de la zone s'étendant au sud de la deuxième cataracte du Nil, dans l'espoir de s'approprier or et esclaves (notamment pour son armée) et de se couvrir de gloire. Cette conquête (que Méhémet-Ali considérait comme une opération personnelle, c'est-à-dire non ottomane, visant à constituer un empire) inaugure l'ère turco-égyptienne de l'histoire soudanaise, qui va se prolonger jusqu'à la fin des années 1880.

L'expédition constitue un véritable électrochoc, qui va radicalement changer la donne, pour le Soudan. Le régime de Méhémet-Ali entraîne le Soudan dans l'économie mondiale (comme il a commencé à le faire en Égypte) et introduit, parallèlement à un mode d'imposition centralisé, un système monétaire. De même qu'il a industrialisé la production du coton en Égypte, il développe les razzias d'esclaves dans les régions méridionales du Soudan, non musulmanes, en déployant des moyens militaires d'une ampleur sans précédent pour mener à bien ces raids. Les Turco-Égyptiens introduisent aussi de nouvelles formes de communication, avec notamment l'installation d'une presse lithographique à Khartoum, pour imprimer les documents officiels. Dès les années 1870, ils commencent à exercer leur contrôle sur une zone qui correspond grossièrement au Soudan indivisible d'avant 2011 – c'est-à-dire qu'ils cherchent à s'étendre à

1. L'auteure tient à remercier les rapporteurs anonymes et les réviseurs, Suzan Nolan et Leila Whittemore, pour leurs précieux commentaires sur des versions

préalables de ce texte. Elle souhaite également remercier le professeur Bernard Heyberger, qui l'a parrainée quand elle était professeur invitée à l'École des hautes études en sciences

sociales (EHESS) au cours de l'année 2013, ainsi que François Gaulme pour l'avoir proposé cet article.

l'Ouest, au Darfour, et au Sud, vers ce qui correspond aujourd'hui à la frontière entre le Sud-Soudan, l'Ouganda et la république démocratique du Congo (RDC).

Dans son ouvrage *The Heroic Age in Sennar*, consacré à la fin de la période Founj (environ 1500-1820), juste avant l'ère turco-égyptienne, l'historien Jay Spaulding affirme que le « système turc a perverti ou détruit les relations traditionnelles de protection qui prévalaient entre sujets du Sud et dirigeants du Nord, en imposant de nouveaux rapports antagonistes » entre les populations du Sud et du Nord (Spaulding, 2007, p. 157). En évoquant cette harmonie d'avant les années 1820, Spaulding a sans doute une vision un peu trop romantique des choses, puisqu'il oublie notamment le long passé de raids esclavagistes menés à la fois par le sultanat de Founj, installé à Sennar, et par le sultanat Kayra, au Darfour (environ 1600-1874) (O'Fahey, 2008) – des faits que Spaulding a par ailleurs abordés dans d'autres ouvrages (Spaulding, O'Fahey, 1974 ; Spaulding, 1982). Mais son commentaire a une vertu pour le moins provocante : il nous suggère de placer les origines modernes de ce concept de « Soudan indivisible » et celles de la dichotomie Nord-Sud (peut-être les racines contemporaines des « deux Soudan ») dans l'ère turco-égyptienne – au lieu d'incriminer la domination britannique du début du xx^e siècle.

Vu la progression de la conquête du Soudan par les Turco-Égyptiens, certains pourraient affirmer qu'eux non plus ne considéraient pas ce pays comme indivisible ou dual mais bien au contraire pluriel. De fait, les Turco-Égyptiens vont rechercher le nom de « Soudan » donné à la région dans un ancien terme géographique arabe – *Bilad al-Sudan* – qui signifiait, ne l'oublions pas, le « pays des Noirs ». Autrement dit, l'appellation même de « Soudan » reconnaît la pluralité inhérente des lieux et des peuples.

L'interlude mahdiste (1881-1898)

Dans les années 1880, un mouvement initié dans une volonté de purifier l'islam – le mouvement mahdiste – entraîne la chute du régime turco-égyptien. Il prend son essor en 1881, lorsque Muhammad Ahmad, un soufi issu d'une famille de constructeurs de bateaux, prétend qu'il est le Mahdi, « Celui qui est guidé », envoyé pour restaurer l'équilibre avant le Jour du jugement. La déclaration du Mahdi coïncide avec une période où les attentes millénaristes, associées au début du xiii^e siècle du calendrier hégirien (1300 AH = 1882), avaient le vent en poupe parmi les musulmans africains. Cet appel au combat séduit de nombreux musulmans soudanais, exaspérés par les politiques menées par le régime turco-égyptien, parmi lesquelles une fiscalité trop élevée, le monopole sur les nouvelles cultures de rente et les efforts visant à abolir le commerce des esclaves et l'esclavage sous la pression des Britanniques. Et alors même qu'à cette époque, les esclaves constituent encore l'essentiel de la main-d'œuvre agricole dans le nord du Soudan (Spaulding, 1982).

Le mouvement mahdiste soudanais nous paraît aujourd'hui à la fois démodé et atavique, pour au moins deux raisons. D'une part, le Mahdi s'appuie

sur un vocabulaire politique ancré dans l'islam populaire et rural – et non celui des élites sunnites, urbaines et éduquées. D'autre part, l'État mahdiste – qui administra le Nord du pays de 1885 à 1898, date de la conquête anglo-égyptienne – semble d'une certaine manière se replier sur lui-même, jusqu'à l'isolationnisme : les musulmans soudanais sont ainsi dissuadés de quitter le pays, même pour effectuer le pèlerinage de La Mecque. Ce qui n'empêche pas ce mouvement, et l'État auquel il donne naissance, d'innover à de nombreux égards. Pour la première fois de l'histoire du Soudan, l'État utilise son pouvoir de coercition pour promouvoir une idéologie islamique spécifique et inculquer des comportements précis aux musulmans. C'est là une rupture avec le mode de diffusion des idées et des pratiques musulmanes qui prévalait jusque-là sur le terrain, par le biais de l'activisme des saints et des commerçants soufis (McHugh, 1994).

Plusieurs sources nous indiquent que le Mahdi et ses partisans sont choqués par ce qu'ils considèrent être l'immoralité des dirigeants turco-égyptiens. Ibrahim Fawzi, un Égyptien emprisonné par le Mahdi, relata dans ses mémoires un exemple tout à fait précis. Il affirme que « Muhammad Ahmad [al-Mahdi] faisait partie du groupe de notables d'El-Obeïd [Kordofan] choqués par une cérémonie de mariage [qui avait eu lieu sous leurs yeux] entre un homme et un jeune garçon mais que lorsqu'ils avaient protesté auprès du responsable local égyptien, celui-ci les avait insultés » (Voll, 1969, 1, p. 217). Le Mahdi et son successeur, le calife Abdullah, vont mettre l'accent sur le comportement et la bienséance des musulmans au quotidien, dans le moindre détail – des vêtements que les hommes et les femmes peuvent porter à la manière de promulguer les mariages ou d'écouter de la musique. Cela marque très certainement un rejet de l'ordre social turco-égyptien et une affirmation d'un ordre islamique plus rigoureux venu se substituer au précédent.

Certains musulmans soudanais se sentent également lésés par la manière dont l'administration turco-égyptienne nomme des Européens non musulmans aux fonctions importantes. Cette politique est une profonde rupture avec la pratique traditionnelle islamique de l'État, qui interdit aux chrétiens et aux juifs de porter les armes dans les sociétés musulmanes. Dans les années 1870, les autorités turco-égyptiennes nomment ainsi gouverneurs Rudolf von Slatin et Eduard Schnitzer, deux Autrichiens juifs de naissance, apparemment convertis au christianisme dans leur jeunesse. Elles font aussi du Britannique Charles Gordon, un chrétien extrêmement pieux, d'abord le gouverneur de la province d'Équatoria, puis le gouverneur général de tout le territoire. Ailleurs au Soudan, elles nomment plusieurs Américains, des anciens combattants de la guerre de Sécession partisans des deux bords et qui se sont retrouvés ensuite désœuvrés. Pour les musulmans soudanais, ces décisions sont une preuve supplémentaire de l'incurie des dirigeants turco-égyptiens. Bien sûr, les partisans du Mahdi n'ignorent probablement rien des échos inquiétants de l'impérialisme européen en Afrique. Les musulmans du Soudan sont au courant de la conquête de l'Égypte par Napoléon en 1798 et de l'occupation de l'Égypte par les

Britanniques en 1882 et, à travers les récits des pèlerins, ils connaissent aussi le sort des musulmans d'Algérie depuis la colonisation par la France en 1830.

Le Mahdi et le calife Abdullah sont les premiers de l'histoire du Soudan moderne à avoir politisé l'islam. Si de nombreux musulmans se rangent sous la bannière mahdiste, ils sont tout aussi nombreux (notamment parmi les membres de la confrérie soufie Khatmiya) à rejeter totalement cette mission. S'ensuivent des guerres sectaires qui vont émailler l'histoire du pays jusqu'aux années 1900 et tout au long du xx^e siècle. Elles nous rappellent que loin d'être monolithiques dans leur appréhension de l'islam, les musulmans du Soudan moderne affichent une profonde hétérogénéité, à la fois dans leur culture et dans leurs perspectives. Hétérogénéité qui conduit à étayer un peu plus la thèse d'une coexistence historique de plusieurs Soudans – et non pas seulement d'un ou deux pays.

L'inauguration par le mouvement mahdiste de la politique fondée sur la religion s'étend aussi à la chrétienté. N'oublions pas en effet qu'au moment de la chute de Khartoum en 1885, capitale du régime turco-égyptien tombée aux mains des Mahdistes, le gouverneur en poste est l'officier britannique Charles Gordon. Sa mort aura des répercussions considérables pour le protestantisme évangélique en Grande-Bretagne, incitant certains membres de cette église à réagir par un appel à la croisade, à travers des missions de prosélytisme.

Le Mahdi et le calife Abdullah pratiquent un islam « idéologique », en essayant d'imposer une uniformité particulière aux musulmans du Soudan. Ils mobilisent même l'autorité de l'État pour punir des transgressions vénielles comme le fait de jurer. Ils tiennent à réglementer le comportement des musulmans dans tous ses aspects – ce qui n'est pas sans rappeler ce que le gouvernement de Béchir et le Front national islamique ont voulu imposer après le coup d'État militaire de 1989 (Voll, 1997 ; Lesch, 1998). Quoi qu'il en soit, en visant l'homogénéité religieuse des peuples sensés être musulmans, le régime mahdiste peut avoir également contribué à imaginer ou créer les deux Soudans – ou, du moins, à constituer un Soudan islamique et arabophone qui a servi de modèle au « Nord ». D'autres politiques mahdistes – et notamment celles de la migration forcée (*tahjir* en arabe) et des déplacements de population – sous-tendent les efforts de l'État pour « mélanger » ses populations (Kramer, 2010).

Les Britanniques au Soudan

En 1898, l'État mahdiste est renversé par une force anglo-égyptienne. Lors de la bataille de Karari, près d'Omdurman, 11 000 soldats soudanais mahdistes trouvent la mort – contre seulement 49 victimes dans le camp adverse. Winston Churchill, futur Premier ministre anglais, qui couvre cette guerre en tant que journaliste, évoque à son propos « le plus remarquable triomphe jamais remporté par les armes de la science sur les barbares » (Churchill, 1900, p. 164). Ce commentaire nous en dit évidemment bien plus sur la nature de l'impérialisme britannique que sur le peuple soudanais, traduisant l'état d'esprit de cette

époque où les puissances européennes se disputent le territoire africain, fortes non seulement d'armes sophistiquées mais aussi d'un sentiment bien ancré de suprématie culturelle.

La Grande-Bretagne va diriger le Soudan de 1898 à 1956. Mais les ressortissants britanniques au service de ce régime se retranchent derrière deux « faits », qu'ils récitent comme un catéchisme : *primo*, l'Angleterre n'a pas conquis le Soudan mais l'a juste « reconquis » au nom de l'Égypte ; *secundo*, le pays n'a jamais été une colonie mais un « condominium », un système assez exceptionnel de souveraineté anglo-égyptienne partagée. Ces deux « faits » entretiennent la fiction du contrôle de l'Égypte – une conséquence logique des efforts consentis en 1898 par les Britanniques pour s'assurer que la France ne puisse pas revendiquer le pays dans la foulée de la mission Marchand et du fameux « incident » de Fachoda (Daly, 1986 ; Sharkey, 2003).

Les Anglais imposent un tracé des frontières qui créent sans ambiguïté possible un seul Soudan, mais traitent le Nord et le Sud différemment. Dès lors, dans quelle mesure les politiques britanniques ont-elles posé les jalons de la formation d'un Soudan indivisible, dual ou pluriel – surtout, dans ce dernier cas, en reconnaissant la légitimité des traditions locales et des lois coutumières pendant l'entre-deux-guerres, lorsque l'Angleterre défendait une politique « indigène » de l'administration (*native administration*) (Daly, 1986 et 1991) ? La réponse à cette question dépend des sources consultées et de l'interprétation que nous leur donnons. La lecture des mémoires de hauts responsables ou des mémorandums du Foreign Office, à Londres, peut conduire à penser que la politique britannique est soigneusement conçue et mise en œuvre par les intéressés – et que les clivages Nord-Sud qu'elle contribue à accentuer font partie d'une tactique coloniale délibérée selon le principe du « diviser pour régner ». Mais la consultation de récits non publiés et de la correspondance privée de responsables de districts, d'enseignants et d'experts agronomes – autrement dit, de documents conservés aux archives soudanaises de l'université Durham, en Angleterre – amène plus vraisemblablement à conclure à des décisions nettement plus contingentes et improvisées ayant des effets variables selon les endroits.

Voyons comment certaines décisions des Britanniques confirment l'unicité du Soudan, tout en le coupant en deux. C'est le cas des politiques vis-à-vis de l'islam et du christianisme. Pour éviter toute résistance des musulmans, les autorités britanniques soutiennent scrupuleusement la culture islamique dans le Nord – en faisant, par exemple, en sorte que les écoles enseignent aux enfants musulmans les principes du Coran et la religion islamique. Dans le même temps, les autorités militaires britanniques font leur maximum pour empêcher les missionnaires chrétiens débarquant à Khartoum de s'installer là, les incitant à aller au Sud, où les populations pratiquent des religions locales. Grâce à des dons privés (et non à des subventions publiques britanniques), ces missionnaires chrétiens ouvrent des écoles et des dispensaires, fournissant ainsi au régime une excuse pour ne pas allouer de fonds au développement des régions méridionales. Contrairement à ce que bon nombre de gens

croient actuellement, les missionnaires chrétiens ne font alors guère d'émules : le christianisme n'est pas devenu un mouvement de masse pendant la domination anglo-égyptienne. Ce qui n'empêche pourtant pas l'apparition d'une petite communauté d'hommes convertis au christianisme, éduqués dans les écoles des missions. Ce groupe constitue une nouvelle intelligentsia dans le Sud dont les membres parleront, au moment de la décolonisation en 1956, plus volontiers l'anglais que l'arabe.

La politique religieuse des Britanniques se double d'une politique linguistique : les autorités font de l'arabe la langue officielle des écoles et des administrations du Nord. Elles y prônent aussi, jusqu'à un certain point, l'utilisation de l'anglais – langue au départ réservée aux élèves du Gordon College de Khartoum, un établissement d'élite, avant qu'elle ne se répande plus tard aux élèves fréquentant les rares établissements secondaires. Mais dans le Sud du pays et sous l'influence des missionnaires chrétiens, qui craignent que l'instruction en arabe des « païens » n'ouvre la voie à l'islamisation, les autorités britanniques favorisent le recours à l'anglais et aux langues « vernaculaires locales ». Elles vont confirmer cette politique en 1928, lors de la conférence de Rejaf sur les langues, qui réunit responsables britanniques et missionnaires protestants et catholiques pour identifier six langues d'instruction dans le Sud, en plus de l'anglais : le dinka, le nuer, le shilluk, le bari, le latuko et le zandé (Sandell, 1982).

Les Britanniques mettent aussi en place une politique exceptionnelle de contrôle des frontières intérieures. Avec l'ordonnance de 1922 sur les districts fermés, ils interdisent aux commerçants du Nord et à d'autres d'accéder sans permis aux districts du Sud – prétendant que cette politique a notamment pour objectif de prévenir les raids esclavagistes dans les provinces du Sud puisque, dans les faits, l'esclavage perdure à une certaine échelle. Pour autant, la langue arabe et l'islam continuent de se propager dans les régions du Sud pendant la domination anglo-égyptienne, surtout dans les installations militaires où les cultures arabe et islamique sont solidement implantées. Ce qui semble indiquer que la frontière intérieure entre le Nord et le Sud était assez poreuse et que la culture arabo-islamique offrait quelques points de contact et de continuité sur l'ensemble du territoire soudanais.

Après la Seconde Guerre mondiale, un ensemble de facteurs poussent les Anglais à se préparer à la décolonisation – parmi lesquels des mouvements nationalistes anticoloniaux de plus en plus fréquents, les vicissitudes économiques liées à l'après-guerre et les pressions de la part des États-Unis et de l'Union soviétique (tous deux affirmant soutenir des mouvements d'autodétermination). Au cours du processus engagé à la fin des années 1940 et qui va vite s'accélérer, les autorités britanniques à Khartoum confient le pouvoir à des élites arabophones et musulmanes originaires du Nord, qui accaparent les postes les plus intéressants. Parallèlement, ces élites commencent à démanteler les politiques britanniques en matière de religion, de langue et d'éducation et à imposer l'arabe comme langue d'instruction aux habitants du Sud, sans prendre

la peine de consulter ou d'impliquer les intellectuels de la région. Une telle attitude nourrit un sentiment de panique et de confusion parmi les populations du Sud, qui atteint son apogée en 1955, avec la mutinerie d'un bataillon installé à Torit, quelques mois à peine avant que les Britanniques n'aient techniquement quitté le Soudan.

Rétrospectivement, cette insurrection marque le début de la guerre civile postcoloniale, qui va clairement s'articuler autour du clivage Nord-Sud. Deux points de friction sont à l'origine de cette guerre : le fait que les régimes de Khartoum et les élites, civiles et militaires, qui les soutiennent ne cherchent pas à partager le pouvoir et les ressources avec d'autres parties prenantes ; et le fait que ces élites du Nord fassent preuve d'un mépris profond envers les populations non arabes et non musulmanes – un dénigrement culturel qui va trouver son expression dans les politiques successives d'arabisation et d'islamisation menées par les régimes du Nord (Sharkey, 2008). Ce qui soulève l'interrogation suivante : si l'on se projette à partir de là dans la période postcoloniale, dans quelle mesure la responsabilité de cet échec national revient-elle, non pas aux Britanniques mais plutôt aux nationalistes soudanais du Nord, civils et militaires, qui ont fait preuve d'une agressivité, d'une indifférence et d'une arrogance sans pareil dans leurs politiques ?

La période postcoloniale

La plupart des historiens distinguent deux phases dans les conflits postcoloniaux du Soudan : la « première guerre civile », de 1955 à 1971, et la « seconde guerre civile », qui démarre en 1983 et s'achève en 2005 environ, avec la signature de l'Accord de paix global (CPA). Bien sûr, cette chronologie ne tient pas compte du conflit au Darfour (2003-2010 environ). Le fait d'exclure le Darfour montre bien que la plupart des observateurs interprètent la notion de « guerre civile » soudanaise comme une seule guerre, entre le Nord et le Sud, quand bien même il s'agit probablement d'une qualification inexacte (Johnson, 2003).

N'ayons pas peur de répéter l'évidence : les médias occidentaux en sont venus à accepter cette description des deux guerres civiles comme la conclusion logique de conflits suscités par des dichotomies entre le « Nord et le Sud », certes, mais aussi entre « les Arabes et les Africains » et « les musulmans et les chrétiens ». Or, la réalité est toujours plus compliquée. Les musulmans de l'Est et de l'Ouest entretiennent les mêmes griefs que ceux du Sud vis-à-vis de la confiscation du pouvoir par les élites du Nord et vont parfois combattre avec eux : l'épisode des montagnes Nuba est plus qu'éloquent à cet égard. De même, le Sud abrite de nombreux musulmans, parmi lesquels tous ceux qui se sont battus contre le régime de Khartoum (Niblock, 1987).

Ces dichotomies ont leur part de vérité. Les régimes qui se sont succédé à Khartoum mettent en avant l'idéologie islamiste et leurs lettres de créance en la matière, surtout après 1983 lorsque le général Nimeiry impose pour la première fois la charia (Lesch, 1998). De leur côté, les populations du Sud se

Nord et Sud-Soudan au terme de l'Accord de paix global (CPA), 9 janvier 2005

L'Accord de paix global signé au Kenya le 9 janvier 2005 par le Parti du Congrès national du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) du Sud-Soudan a permis de mettre fin à la deuxième guerre civile soudanaise qui durait depuis 1983. Déjà au début de l'année 2002, un accord de cessez-le-feu, comme un premier pas vers la paix, avait été signé pour six mois renouvelables, à l'issue de négociations entre Khartoum et la M/APLS. En juillet 2002, les Accords de Machakos (Kenya) avaient entériné le droit à l'autodétermination du Sud-Soudan par référendum après une période d'autonomie de six ans. Durant trois ans, de 2002 à 2005, d'intenses négociations entre les deux parties avaient abouti au Comprehensive Peace Agreement, l'Accord de paix final de 2005. Mais encore en 2011 lors de l'organisation du référendum sur l'indépendance et en 2012, certaines dispositions clés de l'Accord relatives à la paix et à la sécurité le long de la frontière commune, à savoir la question du statut de l'Abyei, les consultations populaires sur l'avenir du statut des États du Kordofan méridional et du Nil Bleu et la question des anciens membres de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) originaires des États du Kordofan méridional et du Nil Bleu ou présents dans ces deux États devaient encore être mises en œuvre. La signature à Addis Abeba (Éthiopie) en septembre 2012 d'un accord partiel avec le Soudan portant sur la création d'une zone démilitarisée le long de la frontière et sur le partage de la manne pétrolière a néanmoins permis d'avancer dans la résolution des contentieux frontaliers (voir dans la section Repères le texte de Delmet, p. 112-113). Sources : UNJLC, 2005, UNOCHA, 2006, Johnson, 2010.

Édographie, 05/2013.

convertissent massivement à la foi chrétienne. Ce qui fait dire à l'anthropologue Sharon Hutchinson que, pendant la seconde guerre civile des années 1980 et 1990, le christianisme est enfin devenu un véritable mouvement de masse dans le Sud, sans doute parce qu'il offre une alternative culturelle viable à l'islamisme des dirigeants du Nord (Hutchinson, 2002 ; Nikkel, 1991 ; Sharkey,

2006). De même, la dichotomie entre Arabes et Africains commence à prendre une signification nouvelle dans les années 1980 et 1990, lorsque des intellectuels du Sud – parmi lesquels John Garang, le chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) – se mettent à employer l'adjectif « africain » comme substrat idéologique à une identité plurielle qui leur permet de s'opposer à l'obsession arabo-islamiste des régimes successifs du Nord. Autrement dit, pour Garang et les autres, être « africain » signifie bien plus que le fait d'être originaire d'Afrique : c'est l'incarnation du multiculturalisme.

Dans les années 1990, les fractures culturelles et idéologiques du Soudan sont béantes. Gabriel Warburg publie en 1992 son *Historical Discord in the Nile Valley*, où il pointe la multiplicité des points de vue divergents quant à la lecture de l'histoire du pays – entre les intellectuels du Nord et du Sud, certes, mais aussi entre musulmans soudanais, entre résistants du Sud, etc. Son ouvrage vient confirmer un point évident mais crucial : le pays a une histoire embrouillée et complexe et est l'enjeu d'âpres revendications.

Deux ans plus tard, en 1994, un autre ouvrage paraît qui illustre avec force la profondeur de l'aliénation intérieure au sein même du pays – notamment ce clivage Nord-Sud. Son auteur est un universitaire sud-soudanais, Deng D. Akol Ruay, qui se dit membre du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS) et dont l'ouvrage est en fait la thèse, soutenue en Suède. Intitulé *The Politics of Two Sudans. The South and the North (1821-1969)*, ce livre est à notre connaissance la seule tentative universitaire de présenter de manière formelle et explicite l'existence de « deux Soudans » comme un phénomène évident et de placer, dès le titre, le Sud avant le Nord. L'auteur fait un retour en arrière sur l'histoire contemporaine du Soudan en relayant le point de vue d'un habitant du Sud. Il dresse ainsi la chronique d'un enchaînement de colonialismes (au pluriel) des grands : le colonialisme égyptien sous le régime de Méhémet-Ali, le colonialisme britannique puis, après 1956, le colonialisme du Soudan du Nord. Son insistance à dénoncer le caractère colonial des régimes de Khartoum post-1956 donne à son ouvrage la tonalité d'un manifeste, qui appelle à une nouvelle décolonisation.

Étonnamment, la parution de l'ouvrage de Ruay en 1994 coïncide avec un événement que l'universitaire norvégien Øystein H. Rolandsen qualifiera ensuite de politiquement décisif pour le Sud-Soudan : c'est cette année-là que l'APLS rédige sa « Convention nationale », assortie d'un ensemble de dispositions légales s'appliquant aux régions du Sud qui sont sous son contrôle. Dans son ouvrage *Guerrilla Government*, paru en 2005, Rolandsen affirme que la Convention nationale a donné à l'APLS de quoi jeter les bases (théoriques du moins) d'un gouvernement démocratique ou, *a minima*, d'un État. Ce quasi-État sud-soudanais n'aurait sans doute pas obtenu de reconnaissance internationale et il aurait probablement été, dans les faits, porté à bout de bras par des organisations gouvernementales étrangères (ONG), dont la plupart auraient été liées à des mouvements chrétiens, qui lui auraient apporté argent et aide. Mais seize ans avant le référendum de 2011 qui actera la sécession du Sud du pays, l'APLS rend déjà possible l'avènement d'un autre Soudan, fonctionnel et autonome.

Conclusion

La seconde guerre civile est si brutale qu'elle vaudra dès 1990 au Soudan un fâcheux record mondial – celui du plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays : on évoque le chiffre de 4 millions. Dans le résumé rappelant les jalons de la constitution de la république du Sud-Soudan, en 2011, le *CIA World Factbook* note que « le nombre de victimes de la faim et de la sécheresse [pendant cette guerre] atteint probablement les 2,5 millions, des civils pour l'essentiel » (Central Intelligence Agency, 2012). Le fait que la CIA utilise le mot « probablement » montre bien l'incapacité des observateurs extérieurs à évaluer le nombre réel de victimes du conflit. La seule certitude est que, au-delà des statistiques, les populations ont payé un énorme tribut.

Quand on sait, en plus de ces estimations, que pratiquement 99 % des sud-soudanais se sont prononcés en faveur de la partition lors du référendum de janvier 2011, on peut être tenté de conclure que cette sécession était la seule issue possible pour ce pays à l'histoire tourmentée. En fait, la sécession n'avait rien d'inéluctable même si, *a posteriori*, nous pouvons repérer la chaîne de causalité – les années de guerre, les morts et les déplacements, le vote quasi unanime en faveur de la partition et les interventions périodiques et multiples de puissants acteurs extérieurs, États-Unis compris, et d'organisations comme l'ONU (Heinrich Böll Foundation, 2010) – qui a permis de concevoir cette séparation et de la concrétiser.

Pour autant, si nous nous replongeons dans le passé à la lumière de la sécession de droit du Sud, nous devrions désormais pouvoir distinguer ces deux Soudans sous la surface de l'ancien Soudan. Cela étant posé, qu'allons-nous (que devons-nous) écrire dans nos livres d'histoire ? Faut-il projeter les nouvelles frontières de l'État-nation post-2011 dans le passé et commencer à préciser de quel Soudan nous parlons (du Nord ou du Sud) alors même que nous relatons des événements qui ont eu lieu, disons, en 1885 ou en 1924 ? Rien n'est moins évident. Mais pour de multiples raisons évoquées ci-après, nous n'avons sans doute par encore envie de jeter le concept de Soudan indivisible dans les oubliettes de l'histoire.

L'approche contrefactuelle de l'histoire (« que se serait-il passé si... ») offre à cet égard plusieurs pistes. Les auteurs d'un ouvrage récent sur cette question affirment que « l'intérêt premier d'un tel exercice... est l'humilité. Le monde dans lequel nous vivons n'est rien d'autre qu'un vaste champ des possibles qui auraient pu se concrétiser si une divinité quelconque pouvait, comme l'avait imaginé en son temps Stephen J. Gould [biologiste de l'évolution], rejouer éternellement le film de l'histoire ». Et d'ajouter que « les psychologues ont rendu compte de la tendance, fréquente chez l'homme, de considérer l'avenir plus contingent que le passé – le fameux “biais rétrospectif” : dès que nous savons ce qui s'est passé, nous avons du mal à nous souvenir à quel point nous étions indécis quant à l'avenir » (Tetlock *et al.*, 2006, p. 3). Citons aussi le philosophe français Paul Ricœur qui affirmait dans son ouvrage *La Mémoire, l'histoire, l'oubli* (2003) que les historiens ne doivent pas s'ériger en juges, qu'ils doivent

constamment réécrire leurs travaux à la lumière des événements et que, de plus, l'histoire est une quête qui oblige, implicitement, à faire des choix dans le récit.

Si nous explorons l'histoire du Soudan dans cet esprit, nous pouvons déceler des preuves d'harmonie. Prenons le livre préparé sous la direction de Yusuf Fadl Hasan, *Sudan in Africa*, et publié en 1971 par l'université de Khartoum, au moment où la première guerre civile prenait fin. C'est le compte rendu d'une conférence organisée à Khartoum en 1968 et qui est sans doute la plus parfaite expression universitaire de l'idéal d'unité soudanaise – l'idée d'un Soudan indivisible à la diversité tumultueuse. Les contributeurs – historiens, anthropologues, linguistes et autres – y célèbrent la richesse culturelle du Soudan, sans doute parce que, comme le titre le suggère, ils s'intéressent à la place du Soudan dans le continent africain et à la diversité de ses « produits » culturels. Autrement dit, ils ne se contentent pas d'étudier les déclarations des politiciens et hommes d'influence soudanais, de sexe masculin et vivant en ville, tenants d'une idéologie basée sur un arabisme islamique soudanais depuis la montée en puissance, à la fin de la période coloniale, d'un activisme organisé.

Une autre raison qui invite à ne pas renoncer encore à l'idée d'un Soudan indivisible tient au fait que les populations des deux Soudans reconnus par la communauté internationale ont encore énormément de choses en commun. Bon nombre d'observateurs ont ainsi défini la partition Nord-Sud de 2011 comme un « divorce », en se plaçant dans le champ lexical des relations familiales. Dans un article paru sur le site *Web African Arguments* (parrainé par la Société royale africaine et la World Peace Foundation de Londres), le politologue Ahmed Badawi écrit ainsi à propos des rapports entre le Soudan et le Sud-Soudan que « le divorce d'un couple avec enfants est souvent une épreuve douloureuse. Mais une fois les récriminations formulées et les larmes séchées, les deux protagonistes peuvent, c'est du moins l'idée, œuvrer ensemble pour un bien commun : fournir à leurs enfants – et à eux-mêmes – un environnement stable pour pouvoir passer à autre chose et s'épanouir pleinement » (Badawi, 2012).

Le « divorce d'un couple avec enfants » : Badawi englobe ainsi tous les Sud-Soudanais qui ont des intérêts (ou une résidence) au Nord, tous les Soudanais du Nord qui sont dans le même cas vis-à-vis du Sud et tous les habitants dont la situation est tellement floue (du fait de leur parentèle, de leur éducation, de leur attachement à Khartoum, etc.) qu'ils ne peuvent plus vraiment dire s'ils appartiennent au Nord ou au Sud, quand bien même la sécession pourrait dorénavant les obliger à choisir. Dans le même ordre d'idée, la partition a donné naissance à un site d'informations en ligne, financé par le gouvernement allemand, baptisé *The Niles* : ses directeurs de publication ont choisi ce nom « en pensant à ce cordon ombilical [le Nil] qui relie le Soudan et le Sud-Soudan » (The Niles, 2012a).

En 2012, le bandeau figurant sur les lettres d'information postées sur le site et envoyées aux abonnés par e-mail contenait l'explication suivante : « Rassemblant des journalistes des deux pays, *The Niles* s'efforce de combler les failles, de faire tomber les barrières et de reconnaître les trésors culturels

que les deux Soudans ont en partage » (The Niles, 2012a) tout en offrant aux journalistes des deux pays l'occasion de « rendre compte de leur propre histoire à mesure qu'elle s'écrit » (The Niles, 2012b). Les deux sites Web, *African Arguments* et *The Niles*, semblent faire la promotion du « divorce par consentement mutuel » tout en s'efforçant, paradoxalement, de rouvrir la frontière Nord-Sud, scellée depuis la sécession.

Personne ne peut préjuger de l'avenir d'une région qui compte en son sein un pays tel que le Soudan d'avant la partition. Qui peut dire, par exemple, combien de nouveaux habitants du Nord se décideront à émigrer vers le Sud, comment le partage des ressources pétrolières se fera (s'il se fait), où éclateront les prochains conflits, ni ce qu'il adviendra du régime de Khartoum. Quoi qu'il en soit, nous avons le devoir en tant que chercheurs travaillant sur l'une des régions les plus fascinantes – et les plus complexes – du monde de rester vigilants, afin de parer à toute éventualité.

Bibliographie

Badawi, A. (2012), "Sudan and South Sudan. A Civilized Divorce", *African Arguments*, 3 octobre.

Central Intelligence Agency (2012), "South Sudan. Background", *The World Factbook*, Washington DC, The Central Intelligence Agency.

Churchill, W.S. (1900), *The River War. An Historical Account of the Reconquest of the Soudan*, Londres, Longmans, Green.

Daly, M.W. (1986), *Empire on the Nile. The Anglo-Egyptian Sudan, 1898-1934*, Cambridge, Cambridge University Press.

Daly, M.W. (1991), *Imperial Sudan. The Anglo-Egyptian Condominium, 1934-1956*. Cambridge, Cambridge University Press.

Hasan, Y.F. (1971), "Sudan in Africa. Studies Presented to the First International Conference Sponsored by the Sudan Research Unit", 7-12 février 1968, Khartoum, Khartoum University Press.

Heinrich Böll Foundation (2010), *Sudan. No Easy Ways Ahead*, Berlin, Heinrich Böll Stiftung.

Hutchinson, S.E. (2002), "Spiritual Fragments of an Unfinished War", in Y.F. Hasan, R. Gray, *Religion and Conflict in Sudan*, Nairobi, Paulines Publications Africa, p. 136-161.

Johnson, D.H. (2003), *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*, Bloomington, Indiana University Press.

Kramer, R.S. (2010), *Holy City on the Nile. Omdurman during the Mahdiyya*, Princeton, Markus Wiener Publishers.

Lesch, A.M. (1998), *Sudan. Contested National Identities*, Bloomington, Indiana University Press.

McHugh, N. (1994), *Holy men of the Blue Nile. The Making of an Arab-Islamic Community in the Nilotic Sudan, 1500-1850*, Evanston, Northwestern University Press.

Niblock, T. (1987), *Class and Power in Sudan. The Dynamics of Sudanese Politics, 1898-1985*, Albany, State University of New York Press.

Nikkel, M.R. (1991), "Aspects of Contemporary Religious Change Among the Dinka", *Papers of the Second International Sudan Studies Conference*, 8-11 avril, Durham, University of Durham, n° 1, p. 90-100.

O'Fahey, R.S. (2008), *The Darfur Sultanate. A Short History*, Oxford, Oxford University Press.

Ricoeur, P. (2003), *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Seuil.

Rolandsen, Ø.H. (2005), *Guerrilla Government. Political Changes in the Southern Sudan during the 1990s*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.

Ruay, D.D.A. (1994), *The Politics of Two Sudans. The South and the North, 1821-1969*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.

Sandell, L. (1982), *English Language in Sudan. A History of Its Teaching and Politics*, Londres, Ithaca Press.

Sharkey, H.J. (2003), *Living with Colonialism. Nationalism and Culture in the Anglo-Egyptian Sudan*, Berkeley, University of California Press.

Sharkey, H.J. (2006), "Missionary Legacies. Muslim-Christian Encounters in Egypt and Sudan during the Colonial and Postcolonial Periods", in B.F. Soares, *Muslim-Christian Encounters in Africa*, Brill, Leiden, p. 57-88.

Sharkey, H.J. (2008), "Arab Identity and Ideology in Sudan. The Politics of Language, Ethnicity and Race", *African Affairs*, vol. CVII, n° 426, p. 21-43.

Spaulding, J.L., O'Fahey, R.S. (1974), *Kingdoms of the Sudan*, Londres, Methuen.

Spaulding, J. (1982), "Slavery, Land Tenure, and Social Class in the Northern Turkish Sudan", *The International Journal of African Historical Studies*, vol. XV, n° 1, p. 1-20.

Spaulding, J. (2007), *The Heroic Age in Sennar*, Trenton, The Red Sea Press.

Tetlock, P.E., Lebow, R.N., Parker, G. (2006), *Unmaking the West. "What if" Scenarios that Rewrite World History*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.

The Niles (2012a), "The Niles Weekly Wrap-Up", 14 juin, www.theniles.org

The Niles (2012b), "About the Niles", www.theniles.org

Voll, J.O., (1969), "A History of the Khatmiyyah Tariqah in the Sudan", thèse, Harvard University.

Voll, J.O. (1997), "Imperialism, Nationalism, and Missionaries. Lessons from Sudan for the Twenty-First Century", *Islam and Muslim-Christian Relations*, vol. VIII, n° 1, p. 39-52.

Warburg, G. (1992), *Historical Discord in the Nile Valley*, Evanston, Northwestern University Press.